

SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI CONTRE LA REPRESSION ET POUR L'AUTODETERMINATION

Les soulèvements des peuples arabes ont déjà permis de chasser les despotes tunisien et égyptien. Dans d'autres pays, la lutte continue pour des transformations radicales. Dans cette situation nouvelle, des gouvernements occidentaux se démarquent des régimes dictatoriaux. Mais le gouvernement français continue de soutenir le pouvoir marocain qui viole les droits de l'Homme, réprime la presse et occupe illégalement le Sahara occidental.

Ce grand mouvement des peuples arabes a commencé en octobre 2010 au Sahara occidental quand 20 000 Sahraouis ont quitté la ville d'El Aaiun pour installer à Gdeim Izik un camp de 8 000 tentes pour protester contre l'occupation de leur territoire et défendre leurs droits politiques, économiques et sociaux. Depuis l'assaut meurtrier des forces d'occupation marocaines le 8 novembre contre le camp de Gdeim Izik, les manifestations se succèdent dans les territoires occupés, notamment à l'initiative des familles de prisonniers politiques sahraouis. Ces manifestations, toujours pacifiques, sont réprimées, avec de nombreux blessés et de nouvelles arrestations. Un camp de protestation de Sahraouis à Akindelf a été démantelé le 26 mars; une manifestation d'étudiants sahraouis, soutenus par des étudiants marocains, à Marrakech a été violemment réprimée le 27 mars. Le "Centre Robert F. Kennedy" a dénoncé le climat *"de terreur et de répression qui règne dans le Sahara occidental occupé par le Maroc depuis le 8 novembre"*.

Actuellement, plus de 150 militants sahraouis sont détenus. 20 d'entre eux, pour la plupart responsables d'associations sahraouies des droits de l'homme, sont poursuivis devant le tribunal militaire et risquent de lourdes peines de prison. Certains sont en isolement total, sans journaux, ni radio, ni livres, ni courrier.

D'ici fin avril, le Conseil de sécurité des Nations Unies doit adopter une nouvelle résolution sur le Sahara occidental. De nombreux gouvernements et associations des droits de l'Homme, comme Amnesty international, demandent l'extension du mandat de la Mission spéciale de l'ONU (Minurso) à la protection des droits de l'Homme au Sahara occidental.

Face à la poursuite de la répression dans les territoires occupés et au refus du Maroc, avec le soutien de la France, de respecter le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, nous appelons au

**RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
MERCREDI 6 AVRIL de 16h A 19h
PLACE DU PRESIDENT EDOUARD HERRIOT
près de l'Assemblée Nationale
(Métro Invalides ou Assemblée Nationale)**

pour exiger:

- la levée du blocage de la France à l'extension du mandat de la mission des Nations Unies (Minurso) à la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental
- la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis, l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'Homme
- le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination
- l'interdiction de la prospection, de l'exploitation et de l'importation des ressources naturelles du Sahara occidental jusqu'à la solution du problème

Signataires: ACCA, AFASPA, AFAPREDESA, APSO, ARAC, ASEI, Association des Amis de la RASD, Association des Sahraouis en France, CLSPS, CORELSO, DROIT SOLIDARITE, Le Mouvement de la Paix, MRAP, Plateforme de solidarité avec le peuple du Sahara occidental, Sortir du colonialisme, Survie

Avec le soutien: EELV, FASE, Les Alternatifs, NPA, PCF, PCOF, CGT, Solidaires

Contact: plateformeSO@gmail.com